

Unité bidépartementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers
ud-16-86.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Poitiers, le 10 avril 2026

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12 mars 2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Morlat Assainissement

Lieu-dit "les Roches"
86500 Saulgé

Code AIOT : 0100051593

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 mars 2026 dans l'établissement Morlat Assainissement implanté lieu-dit « les Roches » 86500 Saulgé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Morlat Assainissement
- Lieu-dit « les Roches » 86500 Saulgé
- Code AIOT : 0100051593
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Morlat Assainissement, SIREN 438 397 234, dont le siège est situé 14 rue des Métiers 86500 Montmorillon, est une société familiale créée en 1950 et spécialisée dans la vidange de fosses(septiques, toutes eaux, bac à graisses, etc.), le pompage de produits dangereux, le débouchage de canalisation ou encore le nettoyage et la neutralisation de cuves à fioul. Vincent Morlat est depuis 2001 à la tête de la société.

Bien que la société n'exploite pas de site classé au titre des ICPE, elle est connue de l'inspection pour des faits de dépotages sauvages dans les années 2000 :

- en 2002, il est porté à la connaissance de l'inspection le déversement des camions de l'entreprise dans une dépression de 7/8 m de profondeur sur 3 000 m² au lieu-dit « Lavergne » à Montmorillon. Un dossier de cessation a été remis, estimant un volume de 110 000 m³ déposé entre 1979 et 2002 ;
- en 2003, la DDPP signale à l'inspection un dépôt de déchets (30 cm sur 2 000 m²) provenant de l'abattoir de Montmorillon et pris en charge par la société Morlat Assainissement, sur la RD 115 entre Jouhet et Journet.

Une inspection réalisée sur le site des Roches en avril 2024 avait mis en évidence l'exploitation sans autorisation par la société d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation, ayant porté atteinte à l'environnement. Une mise en demeure a été prise à l'encontre de la société Morlat assainissement le 12 septembre 2024 afin d'évaluer les effets de l'activité sur l'environnement de cette activité et de procéder, si nécessaire, aux travaux de réhabilitation du site.

Contexte de l'inspection :

- Pollution
- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Autre
- Déchets
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L171-7 et L171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cessation de l'activité non autorisée	Code de l'environnement du 10/04/2026, article articles L. 171-7, L. 512-1, L. 541-3	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a fait procéder aux analyses demandées et a procédé à des travaux ayant permis de rendre le site compatible avec l'usage futur projeté (parc photovoltaïque). L'exploitant devra, afin de finaliser la procédure de cessation, transmettre les attestations telles que prévues par les articles R512-39-1 à 3 du code de l'environnement, ainsi que l'avis du maire de la commune et du propriétaire quant à l'usage proposé.

Dans le but de garder en mémoire l'état du site afin que des dispositions soient prises en cas de changement d'usage, celui-ci fera prochainement l'objet d'un enregistrement sur la base « secteurs d'information sur les sols » (SIS).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation de l'activité non autorisée

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article articles L. 171-7, L. 512-1, L. 541-3
Thème(s) : Situation administrative, Activité non autorisée
Prescription contrôlée : <u>Article L. 512-1 du code de l'environnement :</u> <i>« Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. L'autorisation, dénommée autorisation environnementale, est délivrée dans les conditions prévues au chapitre unique du titre VIII du livre Ier. »</i> <u>Nomenclature des ICPE :</u> 2760. Installation de stockage de déchets à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : <ol style="list-style-type: none">1. Installation de stockage de déchets dangereux autre que celle mentionnée au 4 (A-2)2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 :<ol style="list-style-type: none">1. Dans une implantation isolée au sens de l'article 2, point r) de la directive 1999/31/ CE¹, et non soumise à la rubrique 3540 (E)2. Autres installations que celles mentionnées au a (A-1)3. Installation de stockage de déchets inertes (E)4. Installation de stockage temporaire de déchets de mercure métallique <u>Article L. 171-7 du code de l'environnement :</u> <i>« I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an. Elle peut, en outre, ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 45 000 € par le même acte que celui de mise en demeure ou par un acte distinct. Elle peut, par le même acte ou par un acte distinct, suspendre le fonctionnement des installations ou ouvrages, l'utilisation des objets et dispositifs ou la poursuite des travaux, opérations, activités ou aménagements jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la déclaration ou sur la demande d'autorisation, d'enregistrement, d'agrément, d'homologation ou de certification, à moins que des motifs d'intérêt général et en particulier la préservation des intérêts protégés par le présent code ne s'y opposent. L'autorité administrative peut, en toute hypothèse, édicter des mesures conservatoires aux frais de la personne mise en demeure. L'autorité administrative peut, à tout moment, afin de garantir la complète exécution des mesures prises en application des deuxième et troisième alinéas du présent I :<ol style="list-style-type: none">1. Ordonner le paiement d'une astreinte journalière au plus égale à 4 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de ces mesures. Elle peut, en sus de l'astreinte, infliger une amende au plus égale à 45 000 €. L'amende et l'astreinte sont proportionnées à la gravité des manquements constatés et tiennent compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement. Les deuxième et troisième alinéas du 1° du II de l'article L. 171-8 s'appliquent à l'astreinte ; [...] »</i>

Article L. 512-3 du code de l'environnement :

« I.-Lorsque des déchets sont abandonnés, déposés ou gérés contrairement aux prescriptions du présent chapitre et des règlements pris pour leur application, à l'exception des prescriptions prévues au I de l'article L. 541-21-2-3 et de celles prévues à la section 4 du présent chapitre, l'autorité titulaire du pouvoir de police compétente avise le producteur ou détenteur de déchets des faits qui lui sont reprochés ainsi que des sanctions qu'il encourt et, après l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations, écrites ou orales, dans un délai de dix jours, le cas échéant assisté par un conseil ou représenté par un mandataire de son choix, peut lui ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et le mettre en demeure d'effectuer les opérations nécessaires au respect de cette réglementation dans un délai déterminé. [...] ; »

Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2024-SGAD/BE-202 en date du 12 septembre 2024, article 1 :

« La société Morlat Assainissement, dont le siège se situe 14 rue des Métiers 86500 Montmorillon, SIREN 438 397 234 est mise en demeure de cesser, au lendemain de la notification du présent arrêté, ses activités de stockage de déchets et de procéder à la remise en état prévue, selon les termes du paragraphe suivant, aux articles R. 512-39 à R. 512-39-6 du code de l'environnement pour les installations qu'elle exploite lieu-dit « les Roches » 86500 Saulgé.

À cet effet, l'exploitant fournit notamment :

- dans un délai de 3 mois, un diagnostic environnemental permettant d'apprécier les impacts de l'activité sur le milieu naturel (eaux superficielles et souterraines, sols, gaz du sol le cas échéant) et justifiant des mesures prises ou prévue pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés ;
- dans un délai de 6 mois, les documents justificatifs relatifs aux travaux de dépollution réalisés.

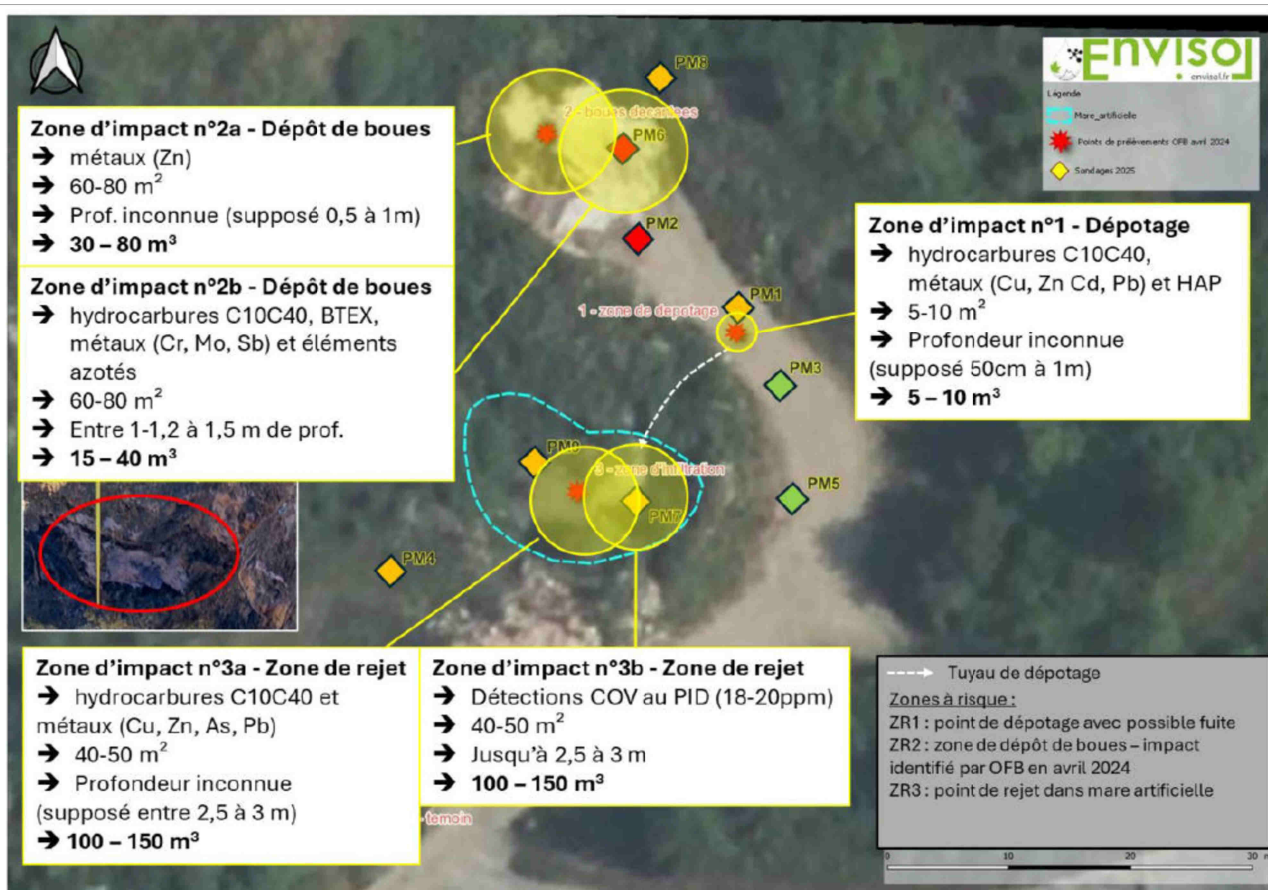
Ces transmissions s'accompagnent des attestations prévues à l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté, ou de levée des scellés si elle-ci devait intervenir postérieurement. »

Constats :

La levée des scellés interdisant l'accès au site a été réalisée le 19 décembre 2024. Suite à celle-ci, la société Morlat Assainissement a procédé à la réalisation de devis et indiquait par courriel du 26 février 2025 avoir retenu le bureau d'étude Envisol pour la réalisation du diagnostic environnemental.

Ce diagnostic, intitulé « Diagnostic de l'état des sols et plan de gestion simplifié », référencé A2502-136_R_SL_1a et daté du 25 avril 2025, a été transmis à l'inspection par courriel du 28 juillet 2025. Les investigations sur les sols, réalisées via la réalisation de 10 sondages entre 1 et 5 m de profondeur en mars 2025, font notamment état de 5 zones de pollution avec des impacts forts (principalement en hydrocarbures C10C40 et en métaux). Le volume de terres impactées était estimé entre 245 et 430 m3.



Le rapport fixe notamment les valeurs à atteindre dans le cadre de la dépollution du site en se basant sur :

- les valeurs de références existantes pour le plomb, l'arsenic, le cadmium, le mercure, les métaux et les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) ;
- les valeurs de fonds retenues, celles-ci étant déterminées à partir de la valeur maximale entre les valeurs issues du réseau de mesures de la qualité des sols (RMQS), les témoins sur site (2024 et 2025) et la valeur haute de la gamme de sol ordinaire de l'ASPITET ;
- l'étude des analyses réalisées, qui conduit à retenir des valeurs particulières pour le zinc et les hydrocarbures totaux HC C10-C40 (respectivement 1 200 mg/kg MS et 850 mg/kg MS).

Par courriel du 21 novembre 2025, la société Morlat Assainissement indiquait avoir finalisé les modalités d'extraction et le choix des prestataires pour l'extraction, le transport et le traitement des terres polluées.

Par courriel du 23 décembre 2025, la société Morlat Assainissement indiquait être en attente du bornage des zones à dépolluer par un géomètre, et avoir planifié les interventions de dépollution sur la deuxième quinzaine de janvier 2026.

Le jour de l'inspection, il est constaté que les excavations ont été réalisées. Le fils du propriétaire des terrain a remis le dossier relatif à la dépollution du site à l'inspection des installations classées. Ce rapport, établi par la société Envisol, intitulé "Rapport de Contrôle de Réception de travaux de dépollution" et référencé A2512-953-R-SL_1a, est daté du 27 février 2026. Le rapport précise que ce sont déroulés en janvier et février 2026 :

- le terrassement des 5 zones de pollutions concentrées en hydrocarbures et métaux ;
- le transport hors site et traitement pour élimination des sols pollués vers les filières de traitement agréées adaptées à leur qualité chimique (y compris les frais de gestion) ;

- les procédures administratives et juridiques de demande d'acceptation des déchets du chantier en filières agréées et de leur transport, y compris le coût éventuel de mise en place de ces procédures (certificat d'acceptation préalable en filière, bons de pesées, bordereaux de suivi des déchets, ...);
- le remblaiement des fouilles avec des matériaux inertes après validation analytique de la réception des bords et fonds de fouille (prélèvement et analyses réalisés par ENVISOL).

Les terres excavées, pour un tonnage total de 257,32 t, ont été expédiées à l'installation de traitement de déchets dangereux Ortec de Vouvray (37), site autorisé à recevoir ce type de déchet. Les bordereaux de suivis de déchets sont joints au rapport transmis.

Les résultats des analyses réalisées en fond et bord de fouille font apparaître des teneurs :

- sur l'ensemble des prélèvements :
 - en hydrocarbures (indices C10-C40), de 26 à 520 mg/kg MS ;
 - en chrome, de 17 à 42 mg/kg MS ;
 - en nickel, de 11 à 27 mg/kg MS ;
 - en cuivre, de 12 à 40 mg/kg MS ;
 - en zinc, de 76 à 200 mg/kg MS ;
 - en arsenic, de 14 à 55 mg/kg MS ;
 - en baryum, de 65 à 190 mg/kg MS ;
 - en plomb, de 14 à 62 mg/kg MS ;
 - en HAP, la somme des HAP variant de 0,12 à 43,7 mg/kg MS selon les points de prélèvement ;
- sur une partie des prélèvements :
 - en cadmium, de 0,4 à 1,2 mg/kg MS ;
 - en antimoine, de 1 à 2 mg/kg MS ;
 - en mercure, de 0,1 à 0,3 mg/kg MS.

En comparant ces valeurs avec celles issues de l'étude ASPITET de l'INRA figurant dans la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués¹, il peut-être considéré que celle-ci relève :

- de la gamme de valeurs couramment observées dans les sols "ordinaires" de toutes granulométries pour le chrome et le nickel ;
- de la gamme de valeurs observées dans le cas d'anomalies naturelles modérées en ce qui concerne le cuivre, le zinc, l'arsenic, le plomb et le cadmium.

Il peut être noté que la plupart de ces valeurs (hormis pour les HAP) ne permettrait pas l'admission de ces terres en installations de stockage de déchets inertes². Cela est toutefois également le cas pour les échantillons témoins ayant servi de référence pour caractériser l'état du site indépendamment de l'activité de la société Morlat Assainissement.

Le bureau d'étude conclut que les résultats en bords et fonds de fouille respectent les seuils de dépollution fixés dans le plan de gestion. Le schéma conceptuel établi et joint au rapport conclut par ailleurs à l'absence de voie d'exposition pour les futurs usagers sur site (employés du champs photovoltaïque) et hors site. Ainsi, aucune recommandation n'est formulée. Toutefois, le bureau d'étude rappelle que les conclusions et recommandations énoncées ne sont valables que pour l'usage du site fixé au démarrage de l'étude et qu'en cas de changement d'usage, il sera nécessaire de mettre à jour ce document.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite aux travaux de dépollution réalisés, la société Morlat Assainissement devra transmettre les

¹ <https://ssp-infoterre.brgm.fr/fr/methodologie/methodologie-nationale-gestion-ssp>

² Arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000029893828>

attestations prévues aux article R512-39-1 à 3 du de code de l'environnement.

Conformément à l'article R512-39-2 du code de l'environnement, les rapports relatifs aux travaux de dépollution du site ainsi que la proposition d'usage futur, parmi ceux figurant à l'article D556-1 A du même code, devront être transmis au maire de la commune de Saulgé ainsi qu'au propriétaire des terrains, en les invitant à notifier au préfet et à la société Morlat Assainissement leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception de cette proposition.

Considérant que le site est compatible avec l'usage projeté (et dans le cas où celui-ci obtiendrait l'accord du maire de la commune de Saulgé et du propriétaire des terrains), mais considérant les impacts demeurant dans les sols, le site fera prochainement l'objet d'un enregistrement sur la base « secteurs d'information sur les sols » (SIS) dans le but de garder en mémoire l'état de celui-ci afin que des dispositions soient prises en cas de changement d'usage.

L'inspection rappelle enfin que s'il était constaté une atteinte aux intérêts protégés mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement du fait de l'activité passée, des prescriptions complémentaires pourraient être imposées conformément R512-39-4 du même code.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois